

Art. 25. Voor de personeelscategorieën, bedoeld in artikel 1, 4° wordt het koninklijk besluit dd. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs opgeheven in verband met het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs en het hoger onderwijs van het korte type.

Art. 26. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 27. Dit besluit treedt op 1 september 1995 in werking.
Brussel, 28 augustus 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 95 — 3002

[S - C - 29574]

**13 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la création, à la composition et aux attributions
des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, notamment les articles 85 et 94;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 avril 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 avril 1995;

Vu le protocole de négociation du Comité des services publics provinciaux et locaux, section 2, donné le 21 avril 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 mai 1995;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 5 septembre 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Composition et fonctionnement des Commissions paritaires locales

Article 1er. Il est créé une Commission paritaire locale auprès de chaque pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 2. Les Commissions paritaires locales sont composées de six ou de neuf représentants des pouvoirs organisateurs et de six ou de neuf représentants des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, selon qu'elles sont respectivement instituées dans les Communes de moins de 75 000 habitants ou de 75 000 habitants ou plus.

Les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel sont représentés également par neuf membres chacun pour les Commissions paritaires locales instituées au niveau des Provinces et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

La Commission paritaire locale instituée au sein des autres pouvoirs organisateurs relevant des pouvoirs publics se compose de six membres représentant le pouvoir organisateur et de six membres représentant les membres du personnel.

Art. 3. La répartition des sièges entre les organisations représentatives des membres du personnel est décidée de commun accord au sein de chaque Commission paritaire locale.

A défaut d'accord entre les organisations représentatives du personnel, il est procédé à un comptage du nombre d'affiliés en vue de démontrer la représentativité de chacune d'elles au sein du pouvoir organisateur concerné.

Le contrôle est effectué par des mandataires désignés à cette fin par les organes communautaires des centrales syndicales concernées.

En toute hypothèse, chaque organisation représentative des membres du personnel compte au minimum un représentant au sein des Commissions paritaires locales.

Art. 4. Le renouvellement des Commissions paritaires locales s'effectue tous les six ans.

En cours de mandat, les pouvoirs organisateurs et les organisations représentatives des membres du personnel peuvent modifier leur délégation.

Ils en informent préalablement les membres de la Commission précitée.

Au terme de trois années, une organisation représentative des membres du personnel peut faire la demande d'un recomptage du nombre d'affiliés. Ce recomptage peut entraîner une nouvelle répartition du nombre de sièges au sein des organisations représentatives des membres du personnel.

Art. 5. Les pouvoirs organisateurs et les organisations représentatives du personnel peuvent désigner des membres suppléants dont le nombre ne peut excéder le nombre de membres effectifs dévolu au pouvoir organisateur et à chaque organisation représentative du personnel.

Les membres suppléants ne siègent qu'en l'absence des membres effectifs.

Art. 6. Les pouvoirs organisateurs et les organisations représentatives du personnel peuvent s'adjoindre des conseillers techniques qui les assistent à titre consultatif lors des réunions de la Commission paritaire locale.

Le nombre de ces conseillers techniques ne peut excéder le nombre de membres effectifs dévolu au pouvoir organisateur et à chaque organisation représentative des membres du personnel.

Art. 7. Les prestations accomplies par les membres du personnel au sein des Commissions paritaires locales sont assimilées à des périodes d'activité de service.

CHAPITRE II. — Attributions

Art. 8. Dans le cadre des attributions leur reconnues par l'article 95, 1°, 3° et 4° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les Commissions paritaires locales ont notamment pour mission:

1° de fixer l'organisation et les conditions d'exercice des prestations complémentaires assurées par le personnel enseignant en dehors du temps scolaire de travail.

2° de fixer également les heures d'ouverture et de fermeture des écoles dans le respect des dispositions réglementaires relatives au temps scolaire.

3° de donner un avis dans les matières suivantes:

- Répartition des crédits consacrés à l'enseignement
- Rationalisation et programmation
- Formation continuée des membres du personnel
- Elaboration et mise en oeuvre de projets pédagogiques et de programmes propres au pouvoir organisateur
- Liaison enseignement primaire - enseignement secondaire
- Classes de dépaysement et classes de plein air
- Choix du centre psycho-médico-social
- Sécurité-hygiène et embellissement des lieux de travail
- Constructions scolaires et rénovation de bâtiments scolaires
- Transports scolaires
- Cantines et restaurants scolaires.

Art. 9. Pour l'application de l'article 7, alinéa 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés organisés dans l'enseignement de la Communauté française, la décision du pouvoir organisateur est, dans l'enseignement officiel subventionné, subordonnée à l'accord préalable de la Commission paritaire locale.

Art. 10. Dans les enseignements secondaire et supérieur de plein exercice et de promotion sociale, les Commissions paritaires locales:

§ 1er. vérifient les listes des mises en disponibilité et des réaffectations effectuées au sein des pouvoirs organisateurs sur base de l'ancienneté de service des membres du personnel.

Cette vérification s'étend également à la liste des emplois vacants déclarés à la réaffectation;

§ 2. émettent un avis sur l'utilisation légale des heures de cours disponibles;

1° en fonction des grilles-horaires des options existantes

2° résultant de la création ou de la suppression d'options.

Art. 11. Les Commissions paritaires locales émettent un avis sur l'utilisation des capitaux-périodes dans l'enseignement primaire et sur l'utilisation du cadre dans l'enseignement maternel.

Art. 12. Dans l'enseignement secondaire, les Commissions paritaires locales donnent leur avis sur l'utilisation des périodes qui peuvent être prélevées par les pouvoirs organisateurs.

Art. 13. Les Commissions paritaires locales donnent leur avis sur l'utilisation de l'encadrement dans l'enseignement supérieur, la dotation de périodes dans l'enseignement de promotion sociale, le nombre total de périodes professeurs dans l'enseignement secondaire ainsi que sur les programmations et rationalisations dans chacun de ces niveaux.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Art. 15. La Ministre-Présidente ayant le statut des personnels de l'enseignement officiel subventionné est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 septembre 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente

chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 95 - 3002

[S - C - 29574]

**13 SEPTEMBER 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de oprichting, samenstelling en bevoegdheid
van de plaatselijke paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, inz. de artikelen 85 en 94;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 5 april 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 6 april 1995;

Gelet op het protocol d.d. 21 april 1995 van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afd.;

Gelet op het advies van de Raad van State d.d. 15 mei 1995;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid, van de Minister, belast met Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 5 september 1995,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Samenstelling en werking van de plaatselijke paritaire commissies

Artikel 1. Er wordt een plaatselijke paritaire commissie ingesteld bij elke inrichtende macht van het officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 2. De plaatselijke paritaire commissies bestaan uit 6 of 9 vertegenwoordigers van de inrichtende machten en 6 of 9 vertegenwoordigers van het personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs naargelang ze ingesteld worden in gemeenten van minder dan 75.000 inwoners of van ten minste 75.000 inwoners.

De inrichtende machten en de personeelsleden worden ook vertegenwoordigd door 9 leden elk, in de plaatselijke paritaire commissies ingesteld op het niveau van een provincie en van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De plaatselijke paritaire commissie bij andere inrichtende machten van de overheid bestaat uit 6 leden die de inrichtende macht vertegenwoordigen en 6 vertegenwoordigers van het personeel

Art. 3. De verdeling van deze zetels onder de representatieve organisaties van het personeel wordt in gemeen overleg beslist in elke plaatselijke paritaire commissie.

Als de organisaties niet tot een akkoord komen, wordt het aantal leden geteld om de representativiteit van elke organisatie bij de betrokken inrichtende macht aan te tonen.

Die controle wordt verricht door mandatarissen aangesteld door de gemeenschapsorganen van de betrokken vakbondscentrales.

Elke representatieve organisatie telt alleszins ten minste één vertegenwoordiger in de plaatselijke paritaire commissies.

Art. 4. De plaatselijke paritaire commissies worden om de 6 jaar vernieuwd. Tijdens het mandaat kunnen de inrichtende machten en de representatieve organisaties van het personeel hun afvaardiging wijzigen; ze stellen de leden van voormelde commissie daarvan vooraf in kennis.

Na 3 jaar kan een representatieve organisatie van het personeel vragen dat het aantal leden herteld wordt. Die hertelling kan tot gevolg hebben dat de verdeling van de zetels gewijzigd wordt.

Art. 5. De inrichtende machten en de representatieve organisaties van het personeel kunnen plaatsvervaardigers aanwijzen, waarvan het aantal dat van de werkende leden van de inrichtende macht en elke representatieve organisatie niet mag te boven gaan.

Plaatsvervaardigers hebben zitting als werkende leden afwezig zijn.

Art. 6. De inrichtende machten en de representatieve organisaties vna het personeel kunnen zich tijdens de vergaderingen laten bijstaan door technische raadgevers.

Hun aantal mag niet hoger zijn dan het aantal werkende leden van de inrichtende macht en van elke representatieve organisatie.

Art. 7. De prestaties van personeelsleden in een plaatselijke paritaire commissie worden met dienstactiviteit gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II. — Bevoegdheden

Art. 8. Ingevolge de bevoegdheden die artikel 95, 1°, 3° en 4° van voormeld decreet van 6.6.1994 hun toekent, moeten de plaatselijke paritaire commissies o.m.:

- 1) de organisatie en de voorwaarden bepalen van de bijkomende prestaties van de leerkrachten buiten de werktijd in de school;
- 2) de uren van opening en sluiting van de scholen vaststellen, overeenkomstig de reglementsbepalingen op de schoeltijd;
- 3) advies geven inzake :
 - verdeling van de onderwijskredieten
 - rationalisatie en programmatie
 - bijscholing van het personeel
 - uitwerking en uitvoering van de pedagogische projecten en programma's van de inrichtende macht
 - de aansluiting tussen lager en secundair onderwijs
 - openluchtklassen
 - keuze van het PMS-centrum

- veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen
- nieuwe schoolgebouwen en vernieuwing van bestaande gebouwen
- leerlingenvervoer
- schoolrefters en restaurants

Art. 9. Voor de toepassing van art. 7, 2e lid, van het besluit van de Executieve d.d. 22 maart 1984 houdende de vakantie- en verlofregeling in het onderwijs van de Franse Gemeenschap hangt de beslissing van de inrichtende macht in het officieel gesubsidieerd onderwijs af van het voorafgaand akkoord van de plaatselijke paritaire commissie.

Art. 10. In het secundair en het hoger onderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie moeten de plaatselijke paritaire commissies:

§ 1. de lijsten nakijken met de terbeschikkingstellingen en reffectaties, bij de inrichtende machten verricht op grond van de dienstanciënniteit van de personeelsleden.

Ook de lijst van de vacante betrekkingen die ter reffectatie worden aangeboden, worden door de commissies nagekeken.

§ 2. een advies uitbrengen over het wettelijk gebruik van de beschikbare lesuren:

1° volgens de lesroosters van de bestaande opties

2° ten gevolge van de oprichting of opheffing van opties

Art. 11. De plaatselijke paritaire commissies brengen advies uit over het gebruik van het lestijdenpakket in het lager onderwijs en over de aanwending van de formatie in het kleuteronderwijs.

Art. 12. In het secundair onderwijs brengen de plaatselijke paritaire commissies advies uit over het gebruik van de door de inrichtende machten op te nemen lestijden.

Art. 13. De plaatselijke paritaire commissies brengen advies uit over de begeleiding in het hoger onderwijs, de lestijdendotatie in het onderwijs voor sociale promotie, het totaal aantal lestijden-leraars in het secundair onderwijs, de programmaties en rationalisaties op elk van die niveaus.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995.

Art. 15. De Minister-Voorzitster, bevoegd voor het statuut van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 september 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Begroting, Financiën en Arbeidzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Cabinet du Vice-Premier Ministre
et Ministre des Télécommunications. — Nominations

[11354]

Par arrêtés royaux du 14 juillet 1995, modifiés par les arrêtés royaux du 7 août 1995, MM. Eric Smit et Jean-Luc Paternoster sont nommés chefs de cabinet adjoints du cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des Télécommunications, à partir du 23 juin 1995.

Par arrêté royal du 14 juillet 1995, modifié par l'arrêté royal du 7 août 1995, M. Philippe Suinen est nommé chef de cabinet du cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des Télécommunications, à partir du 23 juin 1995.

Cabinet du Ministre de l'Economie
Nomination

[11353]

Par arrêté royal du 7 août 1995, M. Lucien Preal est nommé chef de cabinet adjoint au Cabinet de Notre Ministre de l'Economie, à partir du 23 juin 1995.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Kabinet van de Vice-Eerste Minister
en Minister van Telecommunicatie. — Benoemingen

[11354]

Bij koninklijke besluiten van 14 juli 1995, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 7 augustus 1995, worden de heren Smit, Eric en Paternoster, Jean-Luc, benoemd tot de graad van adjunct-kabinetschef van het kabinet van de Vice-Eerste Minister en Minister van Telecommunicatie, met ingang van 23 juni 1995.

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1995, gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 augustus 1995, wordt de heer Suinen, Philippe, benoemd tot de graad van kabinetschef van het kabinet van de Vice-Eerste Minister en Minister van de Telecommunicatie, met ingang van 23 juni 1995.

Kabinet van de Minister van Economie
Benoeming

[11353]

Bij koninklijk besluit van 7 augustus 1995 wordt de heer Preal, Lucien, benoemd tot adjunct-kabinetschef bij het Kabinet van Onze Minister van Economie, met ingang van 23 juni 1995.